

réserver le marché domestique aux produits de nos fermes, ainsi qu'à nos produits laitiers. J'ai sous les yeux une lettre relative à l'état du commerce des œufs et du beurre. Le dernier rapport commercial traite de la concurrence de la Russie dans le commerce des œufs en Angleterre. Examinons l'état de choses résultant de l'importation d'œufs, de beurre et d'autres produits laitiers. L'exposé budgétaire ne propose aucune mesure destinée à améliorer cet état de choses. Hier, le ministre de l'Agriculture (l'hon. M. Motherwell) a tenté de rassurer certains exploitants canadiens de l'industrie laitière en affirmant tranquillement que le traité australien n'est pas inviolable et qu'une disposition permet de l'abroger. A-t-il demandé au ministre des Finances s'il peut réellement l'abroger? Pas encore. Voilà comment le Gouvernement agit: il tâche de faire croire aux députés qui l'appuient que le traité peut être abrogé, afin qu'ils se prononcent de la manière voulue, tandis que le ministre des Finances reste coi, sachant parfaitement qu'il n'a pas du tout l'intention de l'abroger. En d'autres termes, si l'on me permet une expression populaire, il s'agit de son propre enfant, qu'il a l'intention d'élever. L'amendement exprime encore le regret qu'aucune mesure n'ait été prise en vue de la mise en valeur des ressources naturelles du pays. Afin de bien comprendre l'état de choses existant, vous n'avez qu'à étudier les rapports relatifs au commerce américain et les autres documents dont j'ai parlé.

Monsieur l'Orateur, la partie positive de l'amendement reflète notre conviction bien arrêtée.

L'hon. M. DUNNING: Mais non votre programme politique.

L'hon. M. BENNETT: Notre programme politique, tel qu'il avait été arrêté à Winnipeg, y est aussi exposé. On est justifiable de dire que le programme constitue un énoncé de principes; mais on a encore plus raison de dire qu'il n'a jamais constitué une directive, pour l'honorable député. Il est très fâché de ne plus pouvoir lancer ses diatribes contre la prétendue politique douanière du parti conservateur. Maintenant, il doit, avec le ministre de l'Agriculture, aller expliquer aux électeurs de la Saskatchewan pourquoi le commerce canadien du beurre est détruit et pourquoi les agriculteurs de la Saskatchewan doivent abandonner l'industrie laitière. Ils devront également expliquer la raison de la vente de trois mille bestiaux, dans le seul comté de Colchester, au cours des six derniers mois.

Il faudra expliquer ces faits. Le programme dont j'ai parlé est celui du parti dont j'ai l'honneur d'être membre, actuellement. Nous

[L'hon. M. Bennett.]

n'avons pas d'excuses à offrir; nous proclamons hautement notre doctrine, et nous réitérons que le Canada ne peut édifier solidement son avenir que s'il reconnaît à leur juste valeur les principes que les autorités en matière d'économie politique consacraient comme essentiels au développement des ressources d'un pays nouveau. Nous devons pratiquer une rigoureuse économie et purger le plus promptement possible notre dette nationale afin de maintenir le magnifique héritage que la Providence nous a légué. Au dire du premier ministre lui-même, il nous faut à tout prix reconnaître qu'au sud de nous se trouve une vaste république qui convoite nos marchés, les envahit de partout et les capte chaque fois que l'occasion s'en présente. Nous devons recourir à toutes nos ressources, législatives et autres, nous armer de tout ce que nous avons pour accomplir notre objet; une fois celui-ci réalisé, nous pourrions déposer nos armes. Si notre pays est exploité injustement par l'industrie, le pays et le Parlement sauront amender pareille situation.

M. YOUNG (Saskatoon): Comment?

L'hon. M. BENNETT: Mon honorable ami est bien trop intelligent pour que je lui réponde. Des droits d'accise et des diminutions tarifaires, lorsqu'ils sont en rapport avec les forces de l'industrie, sont d'excellentes mesures pour empêcher toute exploitation injuste. Cela, tout le monde le sait. Quiconque a étudié tant soit peu la question reconnaît cette vérité.

Monsieur l'Orateur, j'ai abusé plus longtemps que je ne l'aurais voulu de l'attention de la Chambre; cependant il s'est présenté à mon esprit nombre de questions qui, selon moi, valaient d'être discutées. Je sais que j'ai dû en laisser de côté; mais je fais observer à cette Chambre et à tout le pays qu'autant que nous nous efforçons de critiquer courageusement les propositions ministérielles nous ne faisons qu'exercer notre droit. Nous nous engageons à tout mettre en œuvre pour assurer à notre population la santé, le bonheur et la prospérité; et nous ne cesserons pas de préconiser une rigoureuse économie dans l'administration de la chose publique afin de parer au danger économique que le président des Etats-Unis a signalé avec tant d'à-propos.

Le très hon. MACKENZIE KING (premier ministre): Monsieur l'Orateur, au début de ses observations, mon ami le chef de l'opposition (l'hon. M. Bennett) a exprimé sa satisfaction du ton élevé du présent débat qui dure depuis bientôt quatre semaines. Il me fait plaisir de m'associer à lui pour reconnaître la valeur des discours prononcés. J'ose encore le féliciter de ce que, pour la première fois